

## SMAIL MIMOUNE, MINISTRE DE LA PÊCHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

### "50 000 postes d'emploi seront créés d'ici 2009"

Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, M. Smail Mimoune, a indiqué hier en marge de l'ouverture, à l'hôtel Ryad, des Premières assises nationales de la pêche et de l'aquaculture sous le thème "Processus d'intégration du secteur de la pêche dans l'économie nationale", que pas moins de 50 000 nouveaux postes d'emploi seront créés dans le secteur de la pêche durant les cinq prochaines années.

Le prochain quinquennat constituera, selon M. Mimoune, l'étape de "restructuration économique et d'intégration du secteur de la pêche dans l'appareil économique national" à travers un redéploiement administratif par la création de sept directions régionales dans des wilayas de l'intérieur du pays, la création de la Chambre nationale de la pêche et de l'aquaculture ainsi que la création de 10 entreprises chargées de la gestion des espaces portuaires et enfin le repêchage de l'ECOREP qui a permis la préservation de 535 postes d'emploi.

Ce faisant, le programme sectoriel du département de la pêche sera axé essentiellement sur le développement de la pêche en haute mer. Cela permettra de garantir, selon le premier responsable du secteur, une exploitation optimale du potentiel halieutique dont dispose l'Algérie.

Il faut souligner que présentement sur les 9,5 millions d'hectares représentant les eaux territoriales nationales, seuls 2,2 millions d'hectares sont exploités essentiellement en pêche artisanale et côtière donnant une production annuelle de 140 000 tonnes sur des possibilités de production de 280 000 tonnes. Outre la baisse des prix, la prise en charge efficiente du secteur de la pêche contribuera à relever le ratio alimentaire en produits de mer de 5,2 kg/hab/an actuellement à 6,2 kg/hab/an à l'horizon 2007.

L'augmentation de la production nationale en produits de mer dont le chiffre d'affaires s'élève à 34 milliards de dinars reste tributaire de la modernisation de la flotte, de la promotion de l'aquaculture et des investissements dans le secteur.

Dans cette perspective, une institution financière dotée dans un premier temps d'un fonds de roulement de 6 millions de dinars est en phase finale de création. Celle-ci jouera le rôle d'interlocuteur et permettra donc d'encourager les investisseurs en leur offrant des taux d'intérêt de 2 %. Par ailleurs, abordant la problématique de la pêche du corail, M. Mimoune a affirmé que celle-ci, interdite depuis 2001, ne reprendra qu'après l'élaboration d'une cartographie d'évaluation définissant la répartition géographique et la densité du corail par zones.

L'étude en phase de finalisation a été confiée à un bureau français et coûtera 1,4 million d'euros.

Lotfi Mérad

## ASSURANCES

# Une nouvelle loi en préparation

Le secteur des assurances est en pleine mutation. La conférence de presse animée hier au siège du ministère des Finances par le directeur des assurances au siège du conseil national des assurances est révélatrice de la détermination des pouvoirs publics à engager de profondes réformes dans le secteur.

Cette réforme passe, selon Seba Hadj Mohamed, par la révision de l'ordonnance 95/07 sur les assurances.

Selon ce responsable, la nouvelle loi, actuellement en état d'avant-projet, est de nature à "booster" la qualité de service dans ce secteur dans les années à venir.

Pour ce responsable, cette activité "connaîtra à la faveur de l'avant-projet de loi complétant l'ordonnance 95-07 de janvier 1995 relative aux assurances, des mutations qui lui permettront de se

mettre au diapason de la concurrence internationale qui se joue dans le secteur". Ainsi, le texte en question propose "un certain nombre de propositions de nature à créer les conditions d'un marché porté par une croissance réelle, une activité maîtrisée et des risques contrôlés", a souligné le conférencier.

En termes plus explicites, le directeur des assurances du ministère des Finances dira que le projet en question préconise trois grands axes qui devront donner "un coup de fouet" au secteur. Il s'agit de la stimulation de l'activité, la sécurité financière et la gouvernance des entreprises et enfin la réorganisation de la supervision des assurances.

Il est entendu par stimulation de l'activité, a expliqué M. Seba, l'extension du champ de l'"assurance de groupe", aujourd'hui limitée

au personnel de l'employeur souscripteur, aux autres groupes qui représentent une même communauté de risques. Quant à la sécurité financière et la gouvernance des entreprises, la nouvelle mouture propose d'exiger l'ouverture de la totalité du capital de la société d'assurances préalablement à son agrément.

A travers cette nouvelle approche, le ministère des Finances cible comme principal objectif "l'amélioration de la qualité des prestations de service des assureurs à travers un meilleur savoir-faire."

Cela dit, selon des spécialistes du secteur, en mettant à contribution l'assureur, comme acteur commercial intéressé par la prévention et la réduction des risques, "l'Etat s'offre un moyen pour mieux gérer ses ressources financières et mieux se protéger contre les incertitudes

des phénomènes naturels dans le contexte d'une fiscalité pétrolière aléatoire." "Par cet instrument, la société concernée obtient les moyens de surmonter les grosses épreuves que peut lui infliger la nature. Elle se dote aussi d'une incitation au respect salubre des normes de construction.

Enfin, elle acquiert des repères culturels pour intégrer une approche scientifique du monde, anticiper les risques et s'émanciper des tutelles obscurantistes et du fatalisme. Pour la société comme pour ses individus, il s'agit de garantir, par le contrat d'assurance, le droit à la dignité et à la solidarité nationale. Pour les assureurs, l'obligation permet une mutualisation à grande échelle laquelle rend possible une offre accessible à tous", explique-t-on.

A. B.

# Lancement du paiement par carte interbancaire

La Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM), filiale des banques, annonce le démarrage du paiement par carte interbancaire pour la fin du mois de février 2005.

Il y a lieu de noter que le lancement du paiement par carte interbancaire s'inscrit dans le cadre du projet de modernisation du système de paiement de masse, initié et suivi par le ministère délégué chargé de la Réforme financière.

Les institutions financières participantes au système de paiement interbancaire dès le démarrage sont les suivantes : BNA, BADR, CPA, BDL, BEA, CNEP-banque, Algérie Poste, CNMA et Banque Al Baraka.

D'autres institutions telles que ABC-Algeria, BNP-Paribas Al-Djazair et la Société Générale-Algérie prendront également part à ce projet et émettront des cartes de paiement, dès le mois d'avril 2005.

Ce projet d'envergure nationale sera lancé progressivement, dans un premier temps en deux phases, sur la région d'Alger. La première phase, d'une durée d'un mois, portera sur la conduite des opérations en temps réel et la réalisation des transactions de paiement par 200 porteurs auprès d'un nombre limité de commerçants. La deuxième phase sera étendue à 1500 commerçants et 50 000 porteurs et va durer jusqu'au mois de juillet 2005.



Dès la fin de cette phase, le paiement par carte interbancaire sera généralisé à travers l'ensemble du pays.

La solution monétique installée à la SATIM, repose sur une infrastructure de paiement sécurisée et totalement compatible, de bout en bout, avec la norme EMV (Europay Mastercard Visa), permettant, ainsi de se prémunir de toute tentative de fraude connue à ce jour et de démarrer le paiement en conformité avec les standards internationaux en la matière.

La solution monétique, complète et intégrée prendra en charge le paiement et le retrait des espèces dans un cadre interbancaire. 300 DAB (Distributeurs automatiques de billets) sont déjà installés à travers le territoire national et fonctionnent en interbancaire. 500 nouveaux DAB seront acquis par les banques et Algérie Poste et seront également intégrés au

Réseau monétique interbancaire (RMI). L'installation des TPE (terminal de paiement électronique) auprès des commerçants sera étendue, au fur et à mesure, pour atteindre 10 000 TPE (commerçants) et un million de cartes avant la fin de l'année 2006.

Les cartes de paiement interbancaire émises "CIB" sont des cartes à puce qui assurent la sécurité dans le déroulement des transactions de paiement.

Les visuels des deux types de carte CIB (Classique et Gold), qui seront émises sont uniformes pour toutes les banques participantes et porteront, en plus du logo CIB, le logo de la banque émettrice de la carte.

Ces dernières permettent aux porteurs d'effectuer des achats de produits et services, dans les différents commerces, tels que l'hôtellerie, la restauration, les super-

ettes, les pharmacies, les stations services, les agences de voyages et le paiement de factures (téléphone, électricité, eau et gaz), etc.

La préparation du lancement du paiement par carte, outre la prise en charge de l'ensemble des aspects techniques par Satim, a fait l'objet de multiples travaux de normalisation et de réglementation menés par le comité de normalisation installé au niveau de la Banque d'Algérie et le Comité monétique interbancaire (COMI) où sont représentés les banques et Algérie Poste.

Le démarrage de la carte de paiement dans les prochaines semaines a été rendu possible grâce à la volonté du conseil d'administration, des responsables des banques, d'Algérie Poste, de l'Association des banques et des établissements financiers et à l'engagement des cadres monétiques de ces institutions financières et de la Satim.

En ce qui concerne le paiement international, il sera pris en charge durant le troisième trimestre de cette année par la connexion du serveur de Satim aux organismes internationaux Visa et Mastercard.

Cette opération permettra aux différentes institutions d'émettre et d'assurer l'acquisition des cartes internationales, via Satim en tant qu'opérateur technique, conformément à la réglementation en vigueur.

Le directeur général  
El Hadj Alouane